



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

RELATIONS INTERNATIONALES AVEC L'AFRIQUE (Direction du Trésor, 1980-1997)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Marie-France Delval, secrétaire administrative

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Relations par pays.....	<u>7</u>
Afrique du Sud.....	<u>7</u>
Bénin.....	<u>8</u>
Côte d'Ivoire.....	<u>8</u>
Djibouti.....	<u>8</u>
Érythrée.....	<u>8</u>
Mali.....	<u>8</u>
Malawi.....	<u>9</u>
Mauritanie.....	<u>9</u>
Mozambique.....	<u>9</u>
Nigeria.....	<u>9</u>
Rwanda.....	<u>9</u>
Somalie.....	<u>10</u>
Soudan.....	<u>10</u>
Togo.....	<u>10</u>
Zaire.....	<u>10</u>
Questions bancaires, financières et monétaires.....	<u>10</u>
Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).....	<u>10</u>
Parité CFA.....	<u>11</u>
Banques de la zone franc.....	<u>11</u>
Aide au développement.....	<u>11</u>
Caisse française de développement (CFD).....	<u>11</u>
Financements du développement.....	<u>12</u>

Référence

B-0082995/1 - B-0083016/1

Niveau de description

dossier

Intitulé

Relations bilatérales avec l'Afrique

Dates extrêmes

1980-1997

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau F2 (États africains et de l'Océan indien)

Importance matérielle

22 boîtes soit 2,40 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 14/05/2001 portant la référence PH 147/01.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises

nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptables du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Ubifrance, agence française de développement, etc.).

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ces dossiers présentent essentiellement les relations économiques, financières, et politiques de certains États africains (Afrique du Sud, Bénin, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Mali, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Rwanda, Somalie, Soudan, Togo, Zaïre) avec la France, les organismes internationaux et certains pays tiers.

On y trouve également abordées des questions bancaires et monétaires en lien avec l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) et la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ou concernant la zone franc et le franc CFA.

Enfin, plusieurs dossiers concernent l'aide au développement apportée aux pays africains, et notamment les activités de la Caisse française de développement, établissement public à caractère industriel et commercial héritier de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), dont le rôle est de financer le développement économique et financier de plus de 60 pays et des DOM-TOM.

Indexation

Relations internationales
Organisation internationale
Etablissement de crédit
Monnaie
Aide au développement
Coopération

B-0082995/1 – B-0083006/1

Relations par pays.

1980-1997

B-0082995/1 – B-0082997/1

Afrique du Sud.

1994-1995

B-0082995/1

Relations économiques, financières et politiques. - Development Coopération Report For South Africa 1993 : brochure (1994) ; conférence des bailleurs de fonds à l'Afrique du Sud (Le Cap, 26-28 octobre 1994) : documents relatifs à la conférence, fax, invitation, télégrammes diplomatiques (1994) ; conférence de Berlin (5-6 septembre 1994) : relevé de conclusions, télégrammes diplomatiques, communiqué de presse, notes (1994) ; relations entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud : télégrammes diplomatiques, relevés de conclusions, communication à la presse, notes, résultats des travaux du groupe ad hoc, projet de résolution, comptes rendus, télécopies, programme, projet d'accord (16 septembre 1994), fax, proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération, télécopies, rapport, accord de coopération (1994) ; relations avec le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE : note mensuelle d'information (mai 1994), correspondance, notes (1994) ; ministère des affaires étrangères : notes, préparation de la visite du Président de la République en Afrique du Sud (16-17 juin 1994), projet d'accord cadre de coopération (2 juin 1994), curriculum vitae, biographies, note de synthèse, télégramme diplomatique, préparation de la visite de M. Nzo à Paris (4-5 novembre 1994) (1994) ; DREE : notes (1993-1994) ; Caisse française de développement : notes pour le conseil de surveillance, conseil d'administration du 21/07/1994, additif au compte rendu, notes manuscrites, fax, conseil d'administration de PROPARCO du 22/12/1994, télégramme diplomatique (1993-1994) ; Trésor : note de renseignement, note d'information, notes manuscrites, notes, fiche d'entretien, télégrammes diplomatiques, actualité africaine, télex, fax, projet d'accord pour la promotion et la protection des investissements, contre projet sud-africain (11/10/1994) (1994).

1993-1994

B-0082996/1

Relations économiques, financières, politiques et monétaires : télégrammes diplomatiques, notes, fax, télécopie, liste entreprises, rapport ESMAP (Energy Sector Management Assistance Program), correspondance, voyage de M. Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunication et du commerce extérieur en Afrique du Sud (14-17 mars 1995), projet de loi de finances pour 1996, cotation à la bourse du Krugerrand (pièce d'or sud-africaine), protocoles, proposition de décision du conseil, bilans des interventions de la Caisse française de développement en Afrique du Sud, programme-pilote d'habitat social en centre ville de Johannesburg, financement d'un programme de petits crédits pour les activités rurales et le logement social modification d'une résolution du comité, lettre de la nouvelle Afrique du Sud, presse.

1994-1995

B-0082997/1

Relations économiques, financières et politique : notes, compte rendu de réunion, synthèse sur la stratégie de la Banque mondiale, recommandation d'une décision du conseil autorisant la commission à négocier un accord de commerce et de coopération entre la communauté européenne et la République d'Afrique du Sud et un protocole de la convention de Lomé (29 mars 1995), télégrammes diplomatiques, correspondance, proposition de décision du conseil, notes manuscrites ; relations

avec l'Union européenne : fax, notes, documents de séance, comptes rendus de réunions, note manuscrite, correspondance (1995) ; notes de la direction du Trésor (1994-1995 ; visite en France du vice-Président d'Afrique du Sud Thabo M'Beki (9-12 octobre 1995) : notes, fax, fiche, intervention de la Caisse française de développement en Afrique du Sud, entretien, accord entre la France et l'Afrique du Sud sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements (11 octobre 1995), protocole financier entre la France et l'Afrique du Sud (11 octobre 1995), communiqué de presse.

1994-1995

B-0082998/1

Bénin. - Relations économiques, financières et politique : notes du Trésor, télégrammes diplomatiques, rapports, télégrammes, résolutions du forum francophone des affaires (FFA). Budget : tableaux, gestion du programme d'ajustement structural au 30/06/1995, aide-mémoire, notice, compte rendu de réunion, télécopies, rapport d'audit sur la vérification d'une exploitation conforme au système douanier SYDONIA et pré-rapport d'audit, presse, magazine de la coopération France-Bénin.

1995-1996

B-0082998/2

Côte d'Ivoire. - Concours d'ajustement sectoriel agricole (CASA), cofinancement Banque mondiale : notes du Trésor, télégrammes diplomatiques, relevé de conclusions, rapport BIRD, négociations du Programme d'ajustement sectoriel agricole (PASA), documents de la Caisse française de développement, fax, rapports de l'Association des produit à marché (APROMA), coupures de presse, lettre de politique de développement agricole, aides-mémoires, correspondance, actualité africaine.

1994-1995

B-0082999/1

Djibouti. - Relations économiques, financières et politiques : carte, télégrammes diplomatiques, correspondance, rapport de mission de la commission européenne (3-17 décembre 1996) ; mise en place de la subvention d'ajustement structurel : notes, télégrammes diplomatiques, presse ; dette hospitalière : notes, correspondance, protocole financier ; table ronde des bailleurs de fonds : note, télégrammes diplomatiques ; situation économique : rapport du comité directeur du fonds d'aide et de coopération, notes, fiches, tableaux ; Banque africaine de développement à Djibouti : document de stratégie, note ; mission financière (11-16 juin 1996) : rapport de synthèse, notes, fiches, documentation ; gouvernement djiboutien : liste des membres au 27 mars 1996, documentation.

1995-1996

B-0083000/1

Érythrée. - Relations économiques, financières et politiques : télégrammes, fax, note manuscrite, télégrammes diplomatiques, articles de presse, projet d'évaluation des potentialités halieutiques du pays, rapport d'évaluation du projet de développement de l'horticulture irriguée du plateau central.

1996

B-0083000/2

Mali. - Dette monétaire : réponse du Président de la République Jacques Chirac au Président de la République du Mali sur la dette monétaire (15/05/1996), réponse à une demande d'annulation de dette émise par le ministre des finances malien, télégramme diplomatique, rapport de la 2ème session extraordinaire du conseil des ministres de la C.E.A.O. (Dakar, 12 avril 1995), fax, correspondance, notes pour le ministre, note à l'attention de la direction du Trésor, note manuscrite, requête d'annulation des dettes, éléments comparatifs, réponse à M. Cisse, ministre des finances du Mali sur la dette

monétaire du Mali à l'égard de la France, adhésion du Mali à l'Union monétaire Ouest-Africaine (UMOA) (1980-1981).

1980-1981, 1995-1996

B-0083001/1

Malawi. - Relations économiques, financières et politiques : télégrammes diplomatiques (1993-1996) ; notes du Trésor (1993-1995), fax ; relations avec le FMI : notice, télex, correspondance, note (1990-1995) ; situation économique : protocole financier France-Malawi (23 mai 1991), notice en anglais, note manuscrite, fiche sur le Malawi, télégrammes diplomatiques, brochures ; DREE : projets sur protocole 1995 ; relations avec la Banque mondiale : notice, fax, Special Program of Assistance, déclaration au FMI du 10 mai 1995, compte rendu du 16 mai 1995 (1991-1995) ; intervention de PROPARGO au Malawi : note manuscrite (16 août 1994) ; politique : notes (1992-1994) ; visites et réunions : notes, notes manuscrites, télégrammes diplomatiques, fax, visite de M. Chimango, ministre des finances, à Paris (17-22 avril 1992), visite de M. Aleke Banda à Paris (16-19 août 1994) (1991-1994) ; mémorandum : rapport d'évaluation concernant le projet de proposition visant l'octroi d'un prêt pour le financement du projet de services agricoles (23 juillet 1993) ; commission des communautés européennes : note sur un projet de moins de 2 millions d'écus (15 juin 1993).

1990-1995

B-0083001/2

Mauritanie. - Transfert de cotisations sociales : télégrammes diplomatiques, notes manuscrites, notes pour le ministre, correspondance, notes pour la direction du Trésor, projet de réponse à la question écrite, notes pour la direction de la comptabilité publique, télécopies, note pour le sous-directeur, textes de base.

1993-1997

B-0083002/1

Mozambique. - Relations bilatérales : télégrammes diplomatiques (1989-1994), correspondance, notes, proposition de résolution du conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), décision du directeur général, aide-mémoire en vue de la commission mixte franco-mozambicaine (décembre 1990), procès-verbal de réunion (18-20/12/1990), fiche, protocole (3-5/11/1993), procès-verbal (3-5/11/1993), projet d'accord sur l'aide alimentaire, télécopies, subvention d'ajustement structurel, fiche d'entretien, fiches-programmes, compte rendu de mission (1er-5 février 1993), résolution du conseil de surveillance de la Caisse française de développement du 22/12/1992, statuts du fonds de développement rural, copie du protocole d'accord signé le 10/04/1992, aide du ministère de la coopération et du développement (1992-1993) ; notes du Trésor (1990-1993) ; relations avec les autres pays : note de renseignement Mozambique-Japon, évolution de l'aide japonaise (4/08/1993), aide britannique (18/06/1993).

1988-1994

B-0083003/1

Nigeria. - Relations économiques, financières et politiques : décret n°91-1027 du 2 octobre 1991, rapport annuel 1993 des conseillers commerciaux, rapport « chocs pétroliers et ajustement macro-économique » (juin 1995), correspondance, fiche, notes, fax, notes manuscrites, comptes rendus d'entretiens, lettres financières, bulletin trimestriel, note de conjoncture, étude, télégrammes diplomatiques, coupures de presse et communiqué A.F.P., mémorandum.

1991-1996

B-0083003/2

Rwanda. - Relations économiques, financières et politiques : comptes rendus de réunions (1994). Table ronde (Genève, janvier 1995), programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique : notes manuscrites, fax, document de synthèse (janvier 1995), avant-projet d'instruction, fax sur la dimension politique du génocide au Rwanda (janvier 1995), notes, correspondance, compte rendu succinct de la table ronde sur le Rwanda (2 février 1995), télécopies, communications à la presse, rapports (1995), presse. Informations générales : conjoncture africaine (21 juillet 1995), documents du Fonds monétaire international (FMI) ; FMI-BIRD : rapports, fax, notes manuscrites ; télégrammes diplomatiques.

1994-1995

B-0083004/1

Somalie. - Programme spécial d'assistance organisé par la banque mondiale (4-6 octobre 1989) : télégrammes, notes, télégramme diplomatique, agenda ; groupe de soutien : télégrammes, compte rendu de réunion FMI ; Somaliland : presse, télécopie, notes, télégramme ; rapport final (juin 1993 en anglais) ; télégrammes diplomatiques (1994-1995) ; situation économique : carte, notes, proposition de financement.

1989-1995

B-0083004/2

Soudan. - Relations économiques, financières et politiques : liste des membres du gouvernement soudanais (avril 1996), télégrammes diplomatiques (décembre 1995-1996) ; situation économique : carte, notes, tableau, fiche d'entretien, correspondance, lettre du Proche-Orient (1995-1996) ; relation avec le FMI : fax, correspondance, notes, télégrammes diplomatiques, note manuscrite, documents en anglais, compte rendu de réunion (1994-1996) ; aide alimentaire : télégramme diplomatique (1995) ; presse : articles (1995-1996).

1994-1996

B-0083005/1

Togo. - Relations avec le FMI : fax, documents en anglais, tableaux (1995) ; relations avec la BIRD : documents en anglais, rapports, notes, mémorandum, fax, série de documents de travail, tableaux et graphiques (1994-1996).

1994-1996

B-0083006/1

Zaïre. - Relations économiques, financières, politiques et monétaires, arriérés : fax, note, mémorandum, note d'information (1995) ; télégrammes diplomatiques (1995) ; relations avec le FMI : rapport, notes, fax, télégrammes, télégrammes diplomatiques (1995) ; préparation de la réunion d'instructions de Michel Rougagnou, Ambassadeur de France au Zaïre (19 janvier 1996) : fax, note, notes manuscrites, activités de la Caisse française de développement au Zaïre, réaménagement de la convention de financement (1996) ; Banque mondiale : aide-mémoire de la mission de la Banque au Zaïre (19/12/1995), fiches pour la préparation de la réunion Élysée du 23/05/1996 : note manuscrite, fax, actualité africaine, télégrammes diplomatiques, note (1996) ; télégrammes diplomatiques (1996) ; notes et fiches (1995-1996).

1995-1996

B-0083006/2 – B-0083009/1, B-0083015/1 - B-0083015/2

Questions bancaires, financières et monétaires.

1990-1996

B-0083006/2 – B-0083009/1

Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) : conseils d'administration.

1994-1995

B-0083006/2

18 janvier 1994, 8 juillet 1994

B-0083007/1

23 septembre 1994, 21 décembre 1994

B-0083008/1

12 avril 1995, 3 juillet 1995

B-0083009/1

27 septembre 1995, 20 décembre 1995

B-0083015/1

Parité CFA. - Situation économique et financière par pays : suivi mensuel (1994-1995) ; dévaluation 1994 : réunion avec le FMI, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Banque africaine de développement : fax, compte rendu de mission (Washington 9-11 janvier 1995), notes, notes manuscrites, comptes rendus (1994-1995). Fonds de solidarité pour le développement (FSD) et arriérés intérieurs : note, télégrammes d'actualité ; intérêt général : rapport de présentation, fiche, fax, compte rendu du FSD, note et tableaux (1994-1995). Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), mission à Washington (17-20 janvier 1995) : notes du Trésor, tableaux, notes, télégrammes diplomatiques, fax, suivi du programme d'ajustement structurel, notes d'information, décisions (1994-1995).

1994-1995

B-0083015/2

Banques de la zone franc. - Systèmes bancaires, généralités : comptes rendus, notes, correspondance, document de travail (1990-1996) ; Commission bancaire pour l'Afrique de l'Ouest : convention portant création d'une commission bancaire de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA), notes, relevé de décisions (1990-1995) ; réseaux bancaires en Afrique : rapports généraux et par pays (1994-1995 ; réseau Méridien - Banque internationale pour l'Afrique occidentale (BIAO) : fax, correspondance, presse, télégrammes diplomatiques, notes, compte rendu de réunion (1992-1995).

1990-1996

B-0083010/1 – B-0083014/1, B-0082016/1

Aide au développement.

1993-1996

B-0083010/1 – B-0083014/1

Caisse française de développement (CFD).

1993-1996

B-0083010/1

Délocalisation de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) et du Centre d'études financières, économiques et bancaires (CEFEB) : notes, correspondance, brochures, fax, comptes rendus de réunions, projet, proposition de résolution, argumentaire, document de travail, notes manuscrites, dossier contentieux, dossier de presse, note pour le conseil de surveillance de la CFD, point sur l'installation du siège de la CFD.

1993-1996

B-0083011/1 – B-0083013/2

Conseil de surveillance.

1995

B-0083011/1

Séances du 16 février 1995 et du 27 avril 1995.

1995

B-0083012/1

Séances du 22 juin 1995 et du 14 septembre 1995.

1995

B-0083013/1

Séances du 26 octobre 1995 et du 2 novembre 1995.

1995

B-0083013/2 – B-0083014/1

Consultation à domicile.

1995

B-0083013/2

31 mars 1995, 7 juillet 1995, 18 août 1995, 19 octobre 1995

B-0083014/1

30 novembre 1995, 21 décembre 1995

B-0083016/1

Financements du développement. – Mission « Marchand » : notes, correspondance, rapport, fiche, télégramme diplomatique, fax.

1995-1996

M. Yves Marchand, député-maire de Sète (Hérault) a été nommé « parlementaire en mission » par le Premier Ministre pour mener une réflexion sur le secteur privé dans le « pays du champ » et sur les effets des dispositifs français et européens de coopération et d'aide publique au développement sur les entreprises françaises.